



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Réseau de distribution publique de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Renaud CALVAT, en date du 10/12/2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 14/12/2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès au réseau de distribution de gaz. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français.

GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 1 seule commune ne possède pas de réseau de distribution publique de gaz, il s'agit de MONTAUD.
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (BEAULIEU, COURNONSEC, GRABELS, RESTINCLIERES, SAINT-BRES, SAINT-GEORGES-D'ORQUES, SUSSARGUES) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole.
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession individuels avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent de 2021 à 2044 avec le 18 février 2022 l'échéance des contrats de Clapiers, Montpellier, Saussan et Vendargues.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre total de clients est de 90 914 sur le territoire de la Métropole dont 62 684 sur la Ville de Montpellier. 97% des clients sont du secteur résidentiel et représentent 58% des consommations de gaz.

Après une érosion continue du nombre de points de livraison (PDL) ce dernier a rebondi en 2017 et se maintient depuis. Les évolutions des usagers de la concession de Montpellier montrent que :

- les usages du gaz de type cuisson et ECS (eau chaude sanitaire) se développent ;
- le chauffage individuel au gaz est en léger retrait depuis 2015. Il s'agit là d'un point de vigilance dans un contexte de réchauffement climatique et de politique de rénovation des thermiques des bâtiments.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mise en service reste important (15%) et démontre une forte mobilité des usagers de la concession. Avec la fin des tarifs réglementés de vente de gaz, on note que le taux de changement de fournisseur s'accélère en 2019.

Sur l'ensemble des concessions, 73 935 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 81% du parc. A partir de 2020, les compteurs seront considérés et immobilisés comme des biens de retour au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de distribution en collectif, et les postes. Par contre, le système informatique reste considéré comme un bien propre de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 63 postes de détente
- 1 216 robinets de réseau
- 8 498 branchements collectifs
- 1 403 km de canalisations dont 1394 km alimentés en Moyenne Pression et 9 650 mètres alimentés en Basse Pression. La Moyenne pression permet de disposer d'un réseau plus sûr et d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau BP est prévue à terme, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie.

Si les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Un axe de progrès attendu serait le complément de l'inventaire pour ces branchements individuels.

Le réseau de gaz est relativement jeune (environ 20 ans), toutefois il subsiste des portions en cuivre ainsi que des branchements et conduites d'immeubles en plomb qui nécessitent la programmation d'un renouvellement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2019, 7,6 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 2,3 M€ pour la mise en place de compteur communicant GAZPAR
- 2,1 M€ pour la modernisation des ouvrages dont le renouvellement de réseau en fonte ductile
- 1 M€ pour le développement
- 855 k€ pour le déplacement d'ouvrages
- 1,3 M€ pour d'autres investissements dont le Système Informatique

Le programme de maintenance réalisé par GRDF, conformément aux exigences réglementaires, est le suivant :

- 389 kms de réseau surveillés
- 31 postes maintenus
- 821 robinets de réseau contrôlés
- 1294 robinets collectifs visités

Ce programme de maintenance a permis de détecter 120 fuites qui ont fait l'objet d'une maintenance corrective.

C/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 2 319 en 2019, en amélioration par rapport à 2018 (2 412), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2019, 99,5% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 13 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2019 sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, dont 11 interventions sur la commune de Montpellier a été présentée. Toute intervention Sécurité réalisée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse.

39 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille régionale et se décompose comme suit :

- Raccordement : 93,3%
- Mise en Service : 87,6%
- Dépannage : 93,8%

En 2019, les clients ont effectué 732 réclamations dont 367 pour des problématiques de retard ou absence de publications de relevés semestriels.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz.

Ainsi le tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD5) est entré en vigueur au 1er juillet 2016. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2019, il a augmenté de 0,51% par rapport au tarif en vigueur au 1er juillet 2018. Cela représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Ainsi les recettes ne sont pas déterminées en fonction de la réalité des factures encaissées sur le territoire, par ailleurs les charges font principalement l'objet de clés de répartition issues des données nationales. Compte tenu également de la péréquation qui s'applique au niveau national, les comptes de la concession exprimés dans le CRAC ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2019, le montant total des recettes perçues est de 22,4 M€ dont 21 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 94% des recettes). Seules les recettes de prestations sont considérées comme natives, toutes les autres sont issues de clé de répartition au niveau national, régional,

infrarégional et local.

En 2019, le montant total des charges est de 25,7 M€ dont 13.5 M€ pour les charges d'exploitation. Concernant les charges de personnel représentant 46% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF a été modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui a engendré une certaine évolution des montants affectés à chacune des concessions en 2019 par rapport aux années antérieures. Par ailleurs, la seule charge native des concessions locales sont les redevances de concession. La redevance R1 est une redevance de fonctionnement, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, coordination des travaux etc. Le montant annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole est de l'ordre de 200 000 € par an. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) est versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz. Le montant annuel est de l'ordre de 63 000 €. Toutes les autres charges sont déduites via l'application de clé de répartition sur les données nationales.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un résultat en déficit de 3,3 M€ et une contribution à la péréquation appliquée à hauteur de 5 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable. De plus, l'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Un point de vigilance est la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire, entraînant une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession.

Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonée avec le développement du BioGNV. Par ailleurs, les procédés du type Power to gaz, qui sont actuellement en expérimentation, permettront d'améliorer le taux d'intégration des énergies renouvelables intermittentes.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaitera tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire. Le nouveau contrat de concession devra s'appuyer sur le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ainsi que le Schéma Directeur des Energies que la Métropole élabore en partenariat avec les gestionnaires de réseau de distribution d'énergie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du compte-rendu annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149499A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC 2019 7 communes
- CRAC 2019 Baillargues
- CRAC 2019 Castelnau le lez
- CRAC 2019 Castries
- CRAC 2019 Clapiers
- CRAC 2019 Cournonterral
- CRAC 2019 Le CRès
- CRAC 2019 Fabrègues
- CRAC 2019 Jacou
- CRAC 2019 Juvignac
- CRAC 2019 Lattes
- CRAC 2019 Lavérune
- CRAC 2019 Montferrier sur lez
- CRAC 2019 Montpellier
- CRAC 2019 Murviel les Montpellier
- CRAC 2019 Pérols
- CRAC 2019 Pignan
- CRAC 2019 Prades le lez
- CRAC 2019 Saint Drézéry
- CRAC 2019 Saint Genies des Mourgues
- CRAC 2019 Saint Jean de Védas
- CRAC 2019 Saussan
- CRAC 2019 Vendargues
- CRAC 2019 Villeneuve les Maguelone

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.